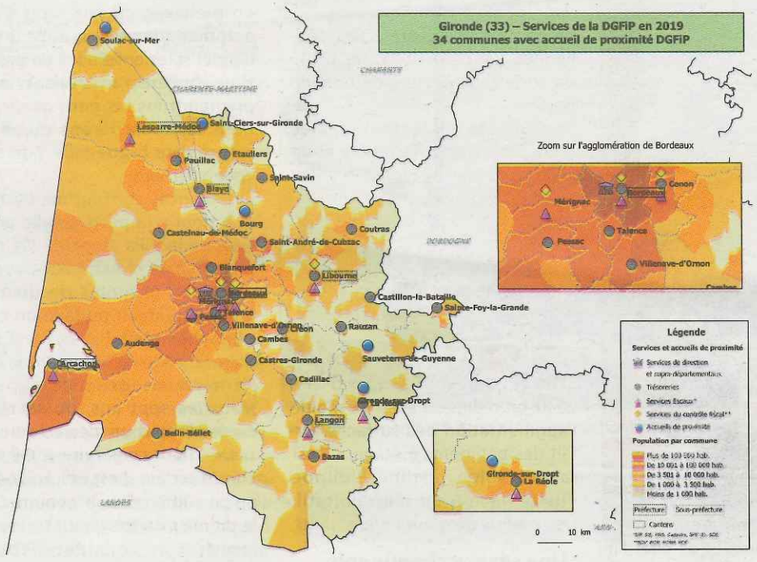
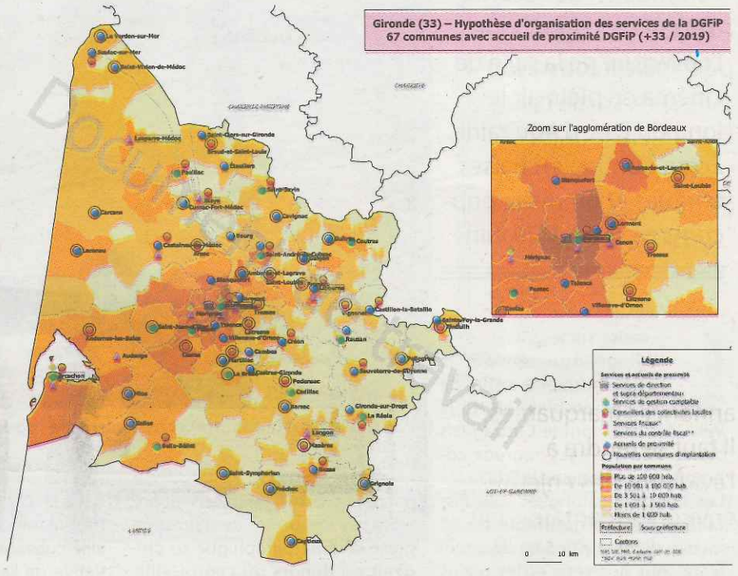
Nouvelle carte des impôts : ce qui devrait changer





PROJET. Blaye, Saint-André, Braud, Saint-Savin… La réforme des finances publiques prévoit de multiples transformations en mettant l'accent sur des points de services décuplés sur le territoire national ainsi qu'un accompagnement vers le déploiement du numérique. Pas de quoi réjouir la CGT locale

Branle-bas de combat au Trésor public. C'est l'effet provoqué par le projet de réorganisation des services de la Direction générale des finances publiques (DGFip) souhaité par le ministre de l'Action et des Comptes publics, Gérald Darmanin à horizon 2022. Que ce soit à l'échelle nationale, au niveau de la Gironde ou en Haute-Gironde, cette nouvelle carte des finances publiques, présentée à Bordeaux le 12 juin pour le département, prévoit du changement.

Fermetures des Trésoreries

Pour ce qui est de l'arrondissement de Blaye, les principales informations à retenir sont les suivantes : le concept de "Trésorerie" disparaîtrait à Blaye, Étauliers, Saint-Savin pour être redéfini en Services de gestion comptable pour le secteur public local (SPL) dont le siège se trouverait à Saint-André-de-Cubzac avec une antenne implantée à Saint-Savin ; le service des impôts aux particuliers (SIP) et aux entreprises (SIE) de Libourne fusionne avec ceux de Blaye (qui resterait siège pour le SIP mais deviendrait antenne pour le SIE) ; la trésorerie hospitalière de Blaye (et de huit autres hôpitaux dont Arcachon, Blanquefort, Pauillac, La Réole, Libourne…) migre vers celle de Cadillac (qui en deviendrait le siège). Voilà qui ne manquera pas de susciter les débats en interne ainsi qu'au sein des collectivités.

Les collectivités locales mises à contribution

« L'ensemble du projet de nouveau réseau de proximité des Finances publiques, qui concerne la période 2020-2022, est soumis à une large concertation qui vient de s'engager avec toutes les parties prenantes », informe la Direction régionale des finances publiques (DRFip), contactée par nos soins. Et qui indique qu'une réunion à l'échelle de l'arrondissement se tiendra la semaine prochaine à l'attention des collectivités.

Pour la DRFip, « il s'agit de proposer une nouvelle organisation territoriale qui passe par la démultiplication de notre accessibilité au public ». Soit une présence prévue dans 67 communes (sur un total de 535) au lieu de 34 actuellement en Gironde impliquant la création de nouveaux points d'ancrage (comme à Cavignac ou à Braud-et-Saint-Louis) pour atteindre un objectif d'accès aux services publics à moins de trente minutes d'un habitat selon le vœu du ministre Darmanin.

Mais pour atteindre cet objectif, la DRFip prévoit de déployer « un réseau de conseillers aux décideurs pour renforcer notre expertise auprès des élus » et d'investir en dehors de ses murs.

En Haute-Gironde, la DRFip « propose d'être présente, directement ou en prenant appui auprès des Maisons de services au public à Saint-André-de-Cubzac, Blaye, Étauliers, Saint-Savin et Saint-Ciers-sur-Gironde et Bourg ».

Pour ce faire, sont visées « les structures issues d'initiatives locales, comme le réseau des maisons de services au public ou la Cyber-Base de Bourg, notamment au moment de la campagne déclarative de l'impôt sur le revenu. Ces structures, encadrées et animées par des personnes que nous formons, participent à l'effort d'accompagnement des usagers vers le numérique et répondent aux attentes de diversification des points de contact avec les services publics, notamment en milieu rural. C'est une offre de service proposée aux usagers à proximité de leur résidence. »

Les critiques de la CGT

« C'est une réponse du gouvernement aux Gilets jaunes, très clairement. Ils ont dit "on veut des points d'accueil de proximité", nous ont dit "très bien, mais avec des personnes de la DGFip compétente". Là, ça reste du discount », sous-entendu du bas de gamme, rebondit Nadège Viry, secrétaire de l'Union locale CGT du Blayais.

Les "nouveaux" conseillers des collectivités locales ? « Ce sont des cadres A+ qui se déplaceront tel un VRP pour donner des conseils aux élus, sur rendez-vous et seront probablement basés sur Bordeaux. Combien seront-ils ? Seront-ils disponibles rapidement ? », nuance et questionne celle qui œuvre au Trésor public de Blaye depuis dix ans. L'accroissement de points de contacts ? « Des Maisons de services aux publics ou des maisons France services dont les missions seront basculées aux collègues territoriaux, et éventuellement des agents de la DGFip qui deviendront via une passerelle entre les deux administrations, des agents territoriaux, soit du personnel à la charge de la commune », rétorque-t-elle. Tout en rappelant que les finances des collectivités locales ont déjà été impactées par les baisses de dotations ces dernières années.

Quant à l'offre de service, « le public se verrait ainsi proposer un accès libre à des équipements numériques. Au gré de leurs besoins, ils seraient guidés sur leur espace numérique personnel, pourraient prendre rendez-vous sur place, ou échanger directement avec nos agents implantés sur d'autres communes par liaisons téléphoniques ou visiophoniques. Ils bénéficieraient également de permanences physiques proposées en fonction des besoins identifiés », détaille la DRFip.

Là encore, la CGT émet de fortes réserves : « Ce ne sont en fait que des tablettes qui proposent aux usagers des connexions par Skype un ou deux après-midi par semaine dans la mairie, quand la connexion fonctionne. Il n'y a pas d'agent de la DGFip sur place ! »

Quant aux services fiscaux, « avec le prélèvement à la source et la suppression de la taxe d'habitation, il ne devrait pas rester grand monde, au mieux, une coquille vide ! », craint Nadège Viry. « Tous les problèmes que l'on voit au quotidien, Bercy ne les a peut-être pas envisagés. »

Motion des conseillers départementaux socialistes

« J'espère que les élus et les citoyens se mobiliseront, quel que soit leur bord politique, pour un véritable service public de proximité et de qualité avec des "vrais" agents au service des usagers et non des connexions Internet », conclut Nadège Viry, qui dit avoir rencontré les maires de Blaye et de Saint-Savin sur le sujet.

Elle pourra au moins compter dans ses rangs le Groupe socialistes et apparentés du conseil départemental de la Gironde (groupe majoritaire), lequel vient de voter une motion « contre la fermeture des services fiscaux et trésoreries en Gironde ». Ceux-ci demandent au gouvernement un moratoire, « une concertation véritable et aboutie » considérant celle en cours comme étant « en marche forcée », « une prise en charge financière des charges dédiées pour les collectivités locales », et une précision « sur les coûts de cette réforme ». Qu'ils qualifient eux aussi « de transfert déguisé vers les collectivités locales ».

Renaud Solacroup

« On n'a pas à se plaindre en Haute-Gironde »

Satisfaite, c'est le mot qui convient à la députée LREM Véronique Hammerer, invitée à s'exprimer sur cette réorganisation des services de la DGFip à horizon 2022, évoquant « une révolution culturelle ». Notamment sur la question de la mobilité des agents du Trésor public dont elle indique qu'elle devrait être à l'avantage de la circonscription.

« Les agents sont assez mobiles mais ils n'iront pas à la métropole. Ce sera même plutôt l'inverse », promet la représentante de la Haute-Gironde et du Nord-Libournais à l'Assemblée nationale, considérant au vu de la présente carte « qu'on n'a pas à se plaindre en Haute-Gironde comparé à d'autres arrondissements ». Travaillant sur le sujet depuis un an, la députée évoque « 30 % de services en plus », « pas forcément à taille humaine mais à flux tendus ».

Le prix selon elle pour « une dépense publique à réguler ». « Le plus important, c'est de garder la proximité », estime la Compsicoise, pour qui « rien n'est encore figé » et se dit à disposition des agents (elle en a déjà reçu) et des élus qui souhaitent la rencontrer.